

Pour une culture de la solidarité

Malgré leurs différences, nos collectifs, nos lieux, nos luttes, tentent de fonctionner ensemble en partageant des bases simples : fonctionnement horizontal, autogéré et anti-autoritaire ; solidarités de luttes, refus catégorique du sexisme, racisme, ou autre forme de domination. Les oppressions qui existent dans ce monde sont présentes aussi dans nos collectifs, et nous parions sur le fait que nous pouvons travailler dessus et transformer nos rapports. C'est en luttant ensemble que se tisse la confiance. Nous pensons qu'ériger des personnes en monstres (focaliser l'attention sur un grand méchant) engendre un aveuglement qui empêche de réfléchir les complexités de chaque situation et les possibilités de changement. C'est figer la personne dans une seule identité ou un seul acte, c'est l'essentialiser et l'assigner à un endroit. Nous savons que nous sommes multiples et complexes et nous avons besoin, pour lutter, de croire à nos possibilités de transformation.

Dans chaque lieu, chaque collectif, existent des rapports de pouvoir qui apportent toutes sortes de conflits. Nous essayons tant bien que mal de les réfléchir pour que la parole continue d'émerger et que nos collectifs de lutte perdurent et se renouvellent. Nous pensons qu'agir sans les victimes, c'est prendre le risque d'agir contre les victimes.

Agir avec les victimes, c'est écouter, prendre soin et adapter les réponses à apporter. Des fois, ce sera discuter, transmettre des idées ou des méthodes. D'autres fois, ce sera créer des groupes de soutien, faire de l'autodéfense, aménager des espaces... Et parfois oui, en venir à une exclusion, en fonction de la situation. C'est ça mettre en place une justice transformatrice pour que les victimes se sentent écoutées et respectées, ne pas présumer de ce qu'elles veulent, ne pas sortir une recette toute faite, mais plutôt adapter nos outils en permanence.

Nous ne croyons pas que nos espaces collectifs puissent être complètement safe, puisque s'organiser à plusieurs c'est prendre le risque de ne pas être d'accord ou compris.e.s, et faire l'expérience de rapports d'oppression dont nos espaces ne sont pas exempts. Il n'est pas question ici de se résigner, de taire des comportements problématiques, mais plutôt de travailler à faire de nos luttes des endroits de réflexion et d'écoute. Ne pas isoler, menacer, ficher ou harceler. Nous ne sommes pas « pur.e.s » et nous n'y aspirons pas. Pointer, mettre au ban, tout ce qui est autre que soi revient à reproduire la société contre laquelle nous luttons. Nous préférons apprendre les un.e.s des autres, évoluer, changer, et nous continuerons à le faire.

Ces dernières années nous avons vu apparaître des méthodes de dénonciation publique où les gens identifient des actes commis par des membres de leur communauté et les dénoncent publiquement, ce qui les humilie ou les punit. À partir de ce moment ils sont vus, identifiés, uniquement sous le prisme de ce qu'ils ont fait ou dit à un moment T. Une expulsion des espaces publics et cercles sociaux et professionnels est mise en place sur internet ou dans le monde physique ou les deux.

Si les personnes tentent des excuses c'est de la mauvaise foi, si elles ne disent rien c'est reconnaître leurs actes et si elles se font aider, leurs soutiens deviennent complices ou coupables.

Pour nous, la dénonciation publique peut permettre de libérer la parole de victimes dont les voix portent moins que celle de leurs agresseur.euse.s. En revanche, nous ne pouvons la voir que comme une étape et nous refusons catégoriquement que ces dénonciations deviennent le point de départ d'une justice punitive d'abattage, dont l'efficacité dépend forcément d'un rapport de pouvoir favorable, ou encore un moyen de discréditer des personnes avec lesquelles nous sommes en désaccord. Nous n'érigerons personne comme détentrice d'une pureté inébranlable. Nous pensons d'ailleurs que cela inhibe toute possibilité critique, une fois l'étiquette collée.

Nous voyons aujourd'hui des personnes pratiquer au sein de nos luttes diverses formes de harcèlement (téléphonique, tags nominatifs, agressions physiques et verbales, menaces de mort, attaques de lieux...), fichage de personnes (photos, films, « blacklists »...) se fondant sur des histoires déformées, manipulées, ou complètement inventées ; cet acharnement cinglant pousse à l'isolement et à l'ostracisation.

Nous avons tenté de multiples discussions, collectives, interpersonnelles, en mixité choisie avec des auteurices de ces agissements...

Rien n'a changé.

Nous restons disponibles et ouvert.e.s à la discussion, mais nous n'acceptons pas de tels agissements dans nos luttes et dans les lieux dans lesquels nous nous organisons.

Signataires :

1, 2, 3, 4 !, organisation de concerts
L'Amicale du futur, bar/cantine à la Guillotière
L'auto-école autogérée
Blackscreen, atelier de sérigraphie à la Luttine
Le Bon Queer, groupe virtuel d'entraide LGBTIQ+
La caisse de solidarité de Lyon, collectif de lutte contre la répression et les violences policières
Le bistrot de la caisse de solidarité
Des militant.e.s investi.e.s dans l'auto-défense féministe
Le collectif des samedis de la Luttine
Le collectif des Canut info du vendredi, émission sur Radio Canut
Le collectif des Canut info du mercredi, émission sur Radio Canut
Le Cartel des cantines, cuisine collective et luttes sociales
Des membres du collectif NINA (Ni ici Ni Ailleurs) Lyon
Les Enfants de Diane, groupe de théâtre queer
Des ex-Méduses anti-autoritaires
GLAM Against the Machine, soirée mensuelle queer
La librairie La Gryffe
Grrrnd Zero, salle de concert et hébergement d'activités collectives sur Lyon
Mayday, émission de radio sur Radio canut
On n'est pas des cadeaux, émission radio Transpédégouine et féministe, sur Radio canut
La permanence juridique des sans-papiers de la Luttine
Le Rita plage, bar de quartier LGBTI friendly et féministe, Villeurbanne
Une dizaine d'ancien.ne.s membre du CFL (Collectif Fiertés en Lutte)